Préface de Gabriel Milesi

Didier Dufau est un libéral convaincu. Mais il est avant tout un économiste réaliste. Un homme de conviction, certes, mais surtout un homme d'analyse qui ne se laisse pas aveugler par une quelconque idéologie. Il ne cherche pas à tordre les réalités pour les rendre conformes à ses opinions. Au contraire, il dépasse les statistiques immédiates pour aller débusquer la vérité là où elle se trouve. Dans toutes les erreurs du passé. Dans les calculs démagogiques de ceux qui nous gouvernent et qui ne veulent pas voir la réalité en face car il faut avant tout rassurer l'opinion.

Et ainsi, comme le sapeur Camember, on bouche un trou pour en creuser un autre. Au risque de provoquer de nouveaux soubresauts, d'accélérer les séismes, de créer des terribles tsunamis. Sans jamais s'attaquer aux véritables racines du mal. Aujourd'hui la tendance est de croire que nous avons passé un cap difficile, que le pire est derrière nous et que la situation ne pourra aller qu'en s'améliorant. Il est vrai que l'économie est faite de cycles. Sans doute avons-nous passé le plus difficile de la dernière crise, qui a tout de même duré près de dix ans. Elles sont de plus en plus longues ces crises, de plus en plus profondes, de plus en plus destructrices.

Dans cet ouvrage, Didier Dufau établit un diagnostic qui fait frémir. Il démontre les travers de notre système économique, monétaire et financier. Les dérives de notre système politique. Et il démontre que nous sommes assis sur un volcan. La crise, si on n'en reste là, risque de ne jamais finir vraiment. Terrifiante perspective !

Et pourtant, toutes les données utiles s'étalent dans la presse au vu et su de tous. Des économistes français, comme Jacques Rueff ou Maurice Allais, sont aujourd'hui oubliés ou ignorés alors qu'ils ont offert depuis longtemps toutes les clés d'interprétation. Avant Didier Dufau, ils ont dénoncé les inconvénients d'un système monétaire qui repose sur le bon vouloir des États-Unis, qui leur a donné toute latitude pour mener l'avenir comme bon leur semble ; en fonction de leur intérêt. Jacques Rueff n'a pas été suivi, ni les autres, car leur pensée aboutissait à des actions trop contraignantes ou ambitieuses pour le commun des politiques. Seulement voilà : la souffrance des peuples a été telle que ces tourments politiques paraissent aujourd'hui dérisoires.

Didier Dufau propose des solutions. Elles exigent une réelle volonté politique de nos dirigeants – entre autres de nos caciques européens – pour les mettre en œuvre. Faute de quoi, nous continuerons à vivre de crise en crise. Et il faudra tout de même faire face. Hélas, on peut le craindre, en agissant à chaque fois trop peu et trop tard. Enfin un livre qui ne se contente pas de raconter l'écume des crises et qui va au plus profond de l'ADN du monde actuel !

Introduction

Ce livre défend une thèse extrêmement simple. Il n'y a aucun inconvénient à la révéler dès la première ligne. La crise qui frappe l'économie mondiale, l'Europe et la France depuis l'été 2007 a été provoquée puis aggravée par :

- L'abandon des accords de Bretton-Woods, qui stabilisaient les monnaies, au profit d'un flottement généralisé qui a débridé la finance et provoqué, pendant 40 ans, l'expansion irresponsable d'un endettement global disproportionné et irrécouvrable.

- L'absence de tout organe de gestion au jour le jour de la zone Euro et notamment du cours du change, qui a laissé s'épanouir de nombreuses difficultés conjoncturelles ou structurelles, et laissé la sortie de crise à la discrétion de la seule Allemagne et de son juridisme étroit.

- L'hyper-fiscalité déraisonnable qui sévit depuis trop longtemps dans une France malthusienne où la confusion entre pouvoir politique et administratif a fini par anémier l'économie entrepreneuriale nationale.

Ces trois erreurs se conjuguent.

La crise globale a mis à nu les faiblesses de la zone Euro, provoquant un désastre dans les pays du sud européen et une reprise européenne plus poussive que dans le reste du monde. Crises mondiales et européennes ont aggravé la punition fiscale en France, qui partait d'un niveau de prélèvements outrancier, enflammant une réaction d'intolérance et des comportements de fuite devant l'impôt qui désarticulent l'économie du pays.

Tout le monde peut constater qu'aucune correction n'a été apportée aux trois erreurs d'organisation que nous dénonçons. Au contraire, les trois ont été confortées et aggravées!

Le désordre des changes et de la finance a été propulsé à des niveaux jamais vus dans l'histoire. On l'a accompagné d'émissions prodigieuses de monnaies créées par les principales banques centrales sans qu'aucune réforme n'ait même été imaginée sur la cause essentielle de la crise : les changes flottants. 57 000 milliards d'euros de dettes ont été ajoutées à la pile de dettes qui s'écroulait. Durable, vraiment? En Europe, les européistes ont considéré que la crise était une opportunité d'avancer vers plus de fédéralisme. La « gestion par la norme » a été aggravée, mettant les enveloppes budgétaires sous tutelle de

la Commission européenne, en même temps qu'on créait un nouvel espace fédéral : l'Union bancaire européenne, sur des bases dont nous aurons le regret de constater qu'elles sont plus opportunistes que véritablement efficaces. En revanche aucun des problèmes gravissimes d'organisation de la zone Euro n'a été traité au fond et la révolte des peuples, attisée par des politiciens peu scrupuleux mais à l'écoute de leur électorat, comme en Grèce en ce début d'été 2015, fragilise l'économie globale et met en danger l'ensemble européen.

En France, la conjonction de la crise économique et de l'élection en 2012 d'un nouveau pouvoir porteur d'un programme coûteux de promesses de dépenses publiques totalement décalées par rapport aux nécessités, a mis le pays en échec économique dramatique. Bien décidé à pousser les feux d'une aggravation de la fiscalité jusqu'aux limites de la spoliation, tout en retardant le plus possible les réformes structurelles inévitables, ce nouveau pouvoir a créé des tensions insupportables et fini par provoquer des révoltes (comme celle violente des « Bonnets rouges »). Au point de changer soudainement de politique en janvier 2014, par un virage à 180°, et de proposer une politique « social-démocrate de l'offre », transgressive dans les mots vis-à-vis de la vulgate socialiste française, mais qui n'a encore que très modérément changé la passion socialiste pour l'excès de dépenses, de dettes et d'impôts qui caractérise ce mouvement.

Sans surprise, la stagnation perdure. Cela fait désormais plus de sept ans qu'elle développe ses effets désastreux.

Si des marques notables de reprise peuvent être constatées aux États-Unis et dans une moindre mesure au Royaume uni, elles sont relativement faibles et précaires par rapport aux autres phases de haute conjoncture du cycle économique. La zone Euro reste à la traîne. Elle est étranglée par les récessions provoquées par le traité Merkel-Sarkozy. L'a-t-on construite pour qu'elle s'en sorte constamment moins bien que les autres et qu'elle ruine les peuples qui la composent ? La France demeure en stagnation profonde, car 1 à 2 % de croissance pendant la phase de haute conjoncture du cycle est une défaillance, pas un exploit. Pendant quelques semaines, on s'est illusionné sur un « alignement des planètes » miraculeux qui allait restaurer la croissance. Hélas l'inondation monétaire de la banque centrale européenne (BCE), la baisse de l'Euro, les taux d'intérêt bas ont fini par se désynchroniser. Et les cours du pétrole suivent les hauts et les bas de la spéculation.

La crise a fait exploser le Moyen-Orient, le Maghreb et une partie de l'Afrique. Une guerre larvée ruine l'Ukraine et inquiète l'Europe centrale. La Chine, grande gagnante de la mondialisation, tremble pour sa croissance. La Russie et les pays qui vivent de la rente pétrolière sont au plus mal. Le Japon ne parvient pas à sortir de la stagnation. De nombreux pays sont complètement ruinés, comme le Venezuela, l'Argentine, l'Egypte. Le commerce international a baissé en 2014 et ne connaît pas de reprise depuis, alors qu'il était le moteur le plus sûr et le plus puissant de la croissance.

En France, même si les perspectives sont jugées plus favorables que précédemment, les derniers chiffres parus sont accablants. Le nombre de chômeurs catégorie A atteint des sommets historiques, très au-delà de 3 millions. Toutes catégories réunies, on a dépassé inéluctablement les 5,5 millions. On franchira bientôt la barre des 11 % de la population active au chômage. Circonstance aggravante, plus du tiers de la jeunesse en âge de travailler est sans emploi, avec de nombreuses poches urbaines où les 50 % sont dépassés. La dette publique s'approche des 100 % du PIB avec la crainte d'atteindre ce seuil symbolique dès la fin 2016. Le revenu par tête n'a pas cessé de diminuer depuis 2007. Près de 10 millions de ménages ont moins de 1 000 Euros de revenus disponibles par mois.

La dépense publique et les prélèvements qui lui sont associés excèdent la valeur ajoutée de ce qu'on appelle couramment les «entreprises» du secteur industriel et commercial. Si on devait revenir à la situation normale, en matière d'emplois, il faudrait que le secteur marchand augmente sa production de 100 %, compte tenu de la croissance naturelle de la productivité.

On demande à un secteur privé, qui parvient difficilement à employer 16 millions de salariés, de financer 14,5 millions de retraités, 5,5 millions de fonctionnaires, 5,5 millions de chômeurs, 2 millions d'assistés presque complets. Un actif du secteur privé pour deux subventionnés! Pourquoi pas trois ou quatre? La crise française est bien devenue structurelle.

Chacun a désormais peur. Peur de perdre son emploi; peur de perdre son épargne. La France est devenue le pays champion de la consommation d'antidépresseurs.

La crise qui nous frappe n'est pas un accident fortuit. Elle vient de loin.

Ce n'est que le dernier épisode d'un processus délétère qui n'aurait jamais dû être lancé et qu'il aurait fallu arrêter dès les premiers désastres.

Seulement voilà : les forces qui ont saccagé la prospérité ne sont pas économiques mais politiques.

L'hystérie fiscale française est dénoncée depuis des lustres sans qu'aucun des innombrables livres écrits sur le sujet n'ait réussi à faire bouger d'un millimètre les comportements politico-administratifs. La construction de l'Euro a été menée sur des bases purement politiques et idéologiques dans l'inconscience totale des modalités de gestion d'une zone monétaire unique, le débat se concentrant exclusivement sur la question de la souveraineté et fuyant tous les aspects techniques qui, naturellement, ont pris leur revanche. La mouvance européiste sous influence américaine est incapable, d'elle-même, de corriger un ouvrage dont elle sait bien qu'il est désormais répulsif pour les peuples et qu'il ne marche pas. Le flottement des monnaies qui sévit depuis l'abandon des disciplines de Bretton-Woods, n'est pas le fruit d'un raisonnement économique consensuel, mais d'une voie de fait, commise par la première puissance du monde et acceptée, volens nolens, par les autres. Bien que la puissance américaine soit confrontée, elle aussi, aux effets délétères du système qu'elle a imposé, elle ne trouve pas, en elle-même, l'énergie de la réforme et se contente de faire moins mal que les autres en abusant de son privilège monétaire.

Dénoncer ces trois dérives et ces trois blocages n'est pas sans danger.

Elles sont puissantes, coordonnées et bien embossées dans la République, les forces qui, en France, imposent un taux de prélèvement abusif et justifient des dépenses publiques proprement intenable. S'opposer à ceux qui poussent à une construction européenne fédéraliste basée sur la fuite en avant n'est pas un exercice innocent. S'attaquer au système monétaire international, imposé par les États-Unis, génère une suspicion d'antiaméricanisme désagréable, alors même que la complexité du sujet rebute. Il était (presque) normal que les économistes, qui vivent en liaison avec les institutions publiques, ne relaient pas des analyses qui mettent en cause ces trois piliers fondamentaux de notre pratique économique. Personne n'a le goût spontané de la marginalité, des carrières ratées et de la mauvaise réputation.

Un conformisme débilisant et loin des faits l'a largement emporté dans la pratique dominante du pouvoir et, en partie, dans l'information.

Lorsque Maurice Allais, notre très rare « Prix Nobel » d'économie, a pris le risque de se révolter, dans les dernières années du siècle passé, contre un nouvel ordre des choses qui ne pouvait que mal finir, il a été traité d'une façon indigne et méprisante. Son très grand âge et sa mauvaise santé lui ont été comptés à charge. Tout était bon pour éviter son accusation et son annonce : « Ce qui doit arriver, arrive ! ». Le journal *Le Monde* ironisera sur l'imprécateur : « Nous voilà prévenus » ricanera-t-il. Échappant aux clivages politiques classiques, sa voix ne comptera pas. Il sera même assimilé à un vague suppôt d'un mouvement d'extrême-droite. Le silence retombera.

Pour avoir enseigné l'économie et ses évolutions constantes pendant des années, comme Maître de Conférences à l'Institut d'études politiques, nous avons eu tout le temps de vérifier la justesse des thèses de Maurice Allais. Comment reprendre son flambeau alors que sa mort a été bassement ignorée par un Etat français qu'il avait pourtant mieux servi que la plupart ? Rectifier sa fiche sur Wikipedia, presque injurieuse, ne suffisait pas. Cette petite lumière ne devait pas s'éteindre.

Dès 2006 nous avons donné tous les avertissements, soit de façon publique, notamment sur le forum du *Monde.fr*, soit sous forme de courrier notamment aux équipes présidentielles qui concourraient en 2007, soit dans nos bulletins de conjoncture semestriels. À partir de juin 2008 nous pensions que les événements allaient se précipiter. Nous avons donc ouvert un blog, (à l'adresse *cee.e-toile.fr*) afin de commenter la crise « en temps réel ». Nous étions tellement sûrs de nous que nous avons pris le risque d'annoncer les événements AVANT, plutôt que de les rationaliser APRÈS, comme il est de règle pour beaucoup d'économistes.

La crise a démarré en juillet 2007, totalement incomprise, mais n'a explosé qu'en septembre 2008, la faillite de Lehman-Brothers marquant la perception médiatique de la crise qui couvait. Pour nous, la question était de savoir si la situation serait comprise et les actions nécessaires engagées. Ce ne sera pas le cas. Faute de vrai diagnostic, les politiques ont erré. Un médecin qui ne comprend pas la maladie du patient a peu de chance de le guérir. Il gère l'urgence et les symptômes en espérant que cela ira mieux demain. Nous avons inlassable-

ment expliqué pourquoi les mesures prises ne permettraient pas de sortir rapidement de la crise. Sept ans après avoir démarré cet exercice de vérité, l'histoire est écrite.

Elle nous a donné raison.

C'est sans doute pourquoi notre blog a connu une très forte fréquentation : près de 800 000 lectures depuis le début de la crise, malgré le caractère nécessairement technique des thèmes abordés. Nous pensons aujourd'hui que l'analyse que nous avons faite du risque de crise avant sa survenue et, après, de sa dynamique, a été suffisamment validée par les faits, pour que nous puissions exposer nos thèses avec un minimum de crédit en dehors du petit monde de la « blogosphère ».

Beaucoup de chemin a été fait depuis sept ans et le débat est désormais grand ouvert sur des questions qui étaient littéralement « taboues » avant la crise, et depuis trop longtemps. Ce travail de remise en cause et de refondation est loin d'être achevé. Il faut, comme naguère Alfred Sauvy ou Jean Fourastié, faire litière d'un certain nombre de faux-semblants qui conduisent à des effets contraires à ceux recherchés et qui donnent une apparence de rationalité à des systèmes structurellement pervers et destructeurs. Nous espérons que les quelques réflexions proposées dans ce livre permettront d'accélérer les nécessaires prises de conscience. Lorsque les yeux finiront d'être dessillés, le désastre que nous avons connu paraîtra pour ce qu'il est : étrange.

Étrange désastre; étrange faillite intellectuelle; étrange saccage de la prospérité!